

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 21/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

REM

8 rue de la Brot
21000 DIJON

Références : 2022-446
Code AIOT : 0005401404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2022 dans l'établissement REM implanté 8, rue de la Brot 21000 DIJON. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REM
- 8, rue de la Brot 21000 DIJON
- Code AIOT : 0005401404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

L'entreprise est spécialisée dans le traitement anti-corrosion, la protection des pièces métalliques par traitement électrolytique, électrozingage (zingage blanc, haute tenue corrosion à nanoparticules et zingage noir) : revêtement de zingage et de zingage bichromatage. Petites et grandes séries.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Détection incendie – liste et dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 32.4	/	Sans objet
6	Valeur limites d'émissions	Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article 7	/	Sans objet
7	Rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 11.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des parties à Risques	Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 35	/	Sans objet
2	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 30.3	/	Sans objet
5	Autorisation de raccordement	Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que le site était globalement bien entretenue.

Les engagements déjà pris par l'exploitant permettront de rapidement lever les non-conformités relevées.

L'inspection rappelle que les contrôles inopinés notamment des rejets aqueux, sont là pour que l'inspection s'assure que les rejets respectent les seuils autorisés, mais ils doivent également servir à l'exploitant pour contrôler la cohérence et l'exactitude des mesures qu'il réalise dans le cadre de la surveillance continue. En cas d'écart important entre les résultats du laboratoire et celles réalisées sur le site, l'exploitant doit être en mesure de l'expliquer et d'effectuer les mesures correctives nécessaires pour fiabiliser ses analyses.

Enfin, l'inspection rappelle que les prescriptions de stockage des produits chimiques mentionnées dans les FDS sont aussi applicables pour les rétentions qui y sont liées et plus particulièrement vis-à-vis des incompatibilités matières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Présence du plan de définition des zones de dangers. [...]
Constats : L'exploitant a transmis le 13 octobre 2022, le plan répertoriant toutes les zones à risques de son installation. La visite a permis de constater que les plans présents sur le site étaient à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 30.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 30.3. – Exutoires de fumées Le bâtiment de production (hall1, hall 2, zone de conditionnement et de stockage des produits dangereux) est équipé d'exutoires de fumées d'une surface égale ou supérieure à 1% de la surface au sol.
Constats : L'exploitant a remis le 13 octobre 2022 les éléments permettant de justifier que : <ul style="list-style-type: none">- pour le hall BM3/BT2, la surface des exutoires de fumées représente 1,47 % de la surface au sol;- pour le hall chaufferie / local produits chimiques, la surface des exutoires de fumées représente 1,12% de la surface au sol;- pour le hall BM4 / magasins, la surface des exutoires de fumé représente 2,18 % de la surface au sol. Les bâtiments de production sont donc tous équipés d'exutoires de fumées d'une surface égale ou supérieure à 1 % de la surface au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle. Commande manuelle placées à proximité des accès.
Constats : L'inspection a pu constater que l'ensemble des dispositifs de désenfumage disposait d'un système d'ouverture automatique. L'inspection a constaté que chaque dispositif de désenfumage disposait d'une commande manuelle individuelle. L'inspection a constaté que sur les éléments installés à l'été 2022, l'exploitant a fait mettre des commandes à proximité des accès permettant l'ouverture des dispositifs de désenfumage pour les halls BM3/BT2 et chaufferie/local produits chimiques. NON-CONFORMITE : le Hall BN4/Magasin ne présente pas de commande manuelle au niveau de l'accès au hall.
Observations : L'exploitant a présenté le devis pour la réalisation de la mise en place du même type de commande au niveau de l'accès au hall BM4/Magasin et il s'est engagé à faire réaliser les travaux avant fin 2023. Les travaux qui seront réalisés permettront ainsi de disposer en plus des commandes d'ouverture manuelle et individuelle présente sur le site, de commande d'ouverture placée à proximité des accès.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Détection incendie – liste et dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 32.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la connaissance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.
Constats : L'exploitant a transmis le 13 octobre 2022 un plan reprenant l'implantation du site, le positionnement des moyens d'intervention et de sécurité et la localisation des zones à risque, intitulé "plan d'intervention". NON-CONFORMITE : Le plan présenté ne respecte pas le contenu défini à l'article 32.4.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autorisation de raccordement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation de raccordement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif en application de l'article L.1331.10 du code de la santé publique.
Constats : L'exploitant a présenté son autorisation ainsi que la convention de déversement actualisées en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Valeur limites d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 7.2 Au point de rejet n°3 Au point de rejet n°3, les effluent doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Voir Annexe 1
Constats : L'inspection a constaté que lors du contrôle inopiné réalisé le 8 mars 2022 les analyses montraient un dépassement des valeurs en concentration journalière autorisées pour le zinc (4020 µg/l contre 3000 autorisés) et les MES (57 mg/L contre 20 autorisés). Le contrôle continue réalisé par l'exploitant fait ressortir pour cette journée une concentration en Zinc de 2840 µg/L et pour les MES de 10.2 mg/L. De plus, l'exploitant a fait réaliser la même journée que le contrôle inopiné, une analyse par un laboratoire tiers, qui fait ressortir une concentration pour le Zinc de 3560 µg/l et pour le MES de 8 mg/L. Les prélèvements ayant été réalisés le même jour, mais pas sur une plage horaire strictement identique, il est difficile pour l'inspection d'analyser à posteriori la différence de ces résultats et donc de se prononcer de manière sûre sur le non-respect des valeurs de rejet pour la journée du 8 mars 2022. L'inspection demande à l'exploitant qu'il recherche à l'avenir les éléments factuels permettant de comprendre les écarts pouvant apparaître entre ses mesures et les résultats des analyses réalisées dans le cadre des contrôles inopinés, afin de prendre les mesures correctives nécessaires. Enfin, l'article 20 bis de l'AMPG du 30 juin 2006 applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260, prescrit entre autre que dans le cas d'une autosurveillance permanente, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Les éléments transmis à l'inspection ne permettent pas de conclure sur la conformité aux VLE vis-à-vis du Zinc et des MES . NON-CONFORMITÉ : L'inspection a constaté que l'exploitant a dépasse le volume autorisé de 67 m3/jour de rejet, 2 à 3 fois par mois en moyenne.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 11.5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : NON-CONFORMITE : L'inspection a constaté la présence de Grand Récipient Vrac (GRV) de 1000 litres dont au moins 1 GRV d'acides sulfuriques et 1 GRV de sodes stockés sur la même rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe 1

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux		Périodicité minimale d'autosurveillance
			Maximum journalier (en g/j par défaut)	Pour information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	
pH	1302	compris entre 5,5 et 9			Continue
Température	1301	≤ 30°C			Journalière
Odeur		Absence de nuisances olfactives			
Débit	1552	Max jour : 67 m ³ /j			Continue
MES	1305	20	1340	0,02 %	Hebdomadaire
DCO	1314	600	40200	1,19 %	Hebdomadaire
Phosphore total	1350	1	67	0,30 %	Annuelle
Nitrites	1339	20	1340	3,98 %	Semestrielle
AOX	1106	3	201	/	Trimestrielle
Ion fluorure	7073	1,5	100,5	0,06 %	Trimestrielle
Cadmium	1388	0,01	0,34	3,73 %	Trimestrielle
Chrome VI	1371	0,1	6,7	/	Hebdomadaire
Chrome III	5871	0,5	33,5	/	Hebdomadaire
Cuivre	1392	0,1	6,7	5,97 %	Trimestrielle
Fer	1393	3	201	/	Trimestrielle
Zinc	1383	3	201	22,94 %	Hebdomadaire